

La voix de l'opposition de gauche

Le 21 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié la mise en page de la causerie d'hier à deux endroits, j'avais oublié deux balises <> pour formater deux paragraphes ou effectuer un renvoi à la ligne, les yeux fatiguent !

Je vous rappelle que je rédige la causerie sur un bloc-notes, et ensuite je dois à l'aide de balises (<...>) formater chaque paragraphe, chaque mot en caractère gras ou en italique, en couleur, souligné, etc. Quand ce travail est terminé je dois faire un copier/coller de la causerie du jour dans Word, ensuite je corrige les fautes dans Word et dans le bloc-notes de la page d'accueil du portail, et pour finir je convertis le texte sous Word en pdf. Quel boulot de dingue !

● [Au format pdf \(pages\)](#)

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, nos ennemis le savent bien, nous, nous sommes en train de le découvrir ou d'en prendre conscience après l'avoir ignoré pendant plus d'un demi-siècle ou devoir payer le prix fort de 78 ans d'opportunisme. Eh oui, plus c'est long et plus la note va être amère et difficile à digérer ! En attendant les oligarques continuent de se gaver, pourvu qu'ils en crèvent !

La classe cherche une issue politique, elle essaie de s'organiser, aidons-la de toutes nos forces à y parvenir, mobilisation générale pour abattre le régime, prendre le pouvoir. La grève générale et les assemblées populaires souveraines sont les seuls instruments dont nous disposons aujourd'hui, puisque les syndicats et les partis ouvriers ont été confisqués par des agents du régime, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il faudrait les ignorer ou ne pas s'en servir.

Cependant nous leur refusons toute légitimité pour parler en notre nom. Seuls les travailleurs ou les représentants qu'ils ont élus au sein d'assemblées générales ou d'assemblées populaires peuvent légitimement détenir un mandat pour s'exprimer au nom de l'ensemble des travailleurs. Si les dirigeants syndicaux n'appellent pas à la grève générale illimitée dans la situation actuelle, c'est uniquement parce qu'ils y sont opposés et soutiennent Macron, le régime. Par conséquent, en cas de grève générale à laquelle ils auraient été obligés d'appeler à un moment donné ou de soulèvement insurrectionnel spontané auquel ils n'auraient pas appelé évidemment, nous leur interdirions de les contrôler, seuls les délégués élus par les grévistes ou le peuple entré en insurrection seraient habilités à en être les porte-parole. On ne doit croire aucun dirigeant sur parole compte tenu de leurs errements théoriques ou de leurs compromissions passées, de l'opportunisme ou des trahisons dont ils firent preuve.

Pour bien faire, les délégués qui se voient confier la responsabilité de représenter les intérêts des travailleurs à l'échelon national, doivent non seulement pouvoir être révoqués à tout moment, leur mandat ne doit pas excéder la durée correspondant à la tâche précise qu'il avait à accomplir, ce qui signifie qu'au-delà de cette période qui peut être très brève, la représentation des travailleurs (ou la direction) est assurée par un collectif national de délégués élus par les délégués de l'ensemble des Assemblées populaires. La durée de leur mandat peut être fixée et variée en fonction du nombre de participants aux Assemblées populaires, ainsi que le nombre de délégués élus. Aucun délégué ne doit pouvoir s'arroger un droit supérieur aux autres délégués ou se prévaloir de privilèges particuliers. Si tous les délégués sont élus et révocables à tout moment, il ne doit exister aucune restriction au droit de chaque délégué de proposer sa candidature lors de chaque élection des délégués, sauf avis contraire prononcé par l'Assemblée populaire après avoir enfreint son mandat.

En écrivant ces lignes, je n'ai pas pu ne pas repenser aux tentatives infructueuses de certains d'organiser les travailleurs dans des comités depuis les années 70, alors que la situation n'était pas plus fleurissante qu'aujourd'hui, disons qu'elle était meilleure dans certains domaines et pire dans d'autres. Je pense qu'on

n'a jamais été capable de tenir un discours aux travailleurs qui tenaient compte de leurs aspirations, parce qu'on n'a jamais eu la patience ou on ne s'est jamais donné la peine de les écouter réellement.

Pour parler vulgairement, je me souviens que cela nous faisait chier d'entendre leurs histoires, on leur parlait de politique, et eux ils nous déballaient leurs difficultés quotidiennes, ils nous racontaient leur vie, dont on n'avait rien à foutre, on n'était pas là pour cela, on devait vendre un journal, faire signer une pétition et ramasser du fric (Objectif/résultat), on était les VRP d'une SARL iront jusqu'à dire certains vieux militants ! On commit l'erreur d'oublier que rien ne remplaçait l'école de la vie à laquelle était soumis chaque travailleur avec lesquels on discutait, et que chacun d'entre eux l'abordait différemment, et que si on voulait y jouer un rôle, il fallait commencer par tisser des liens avec eux à partir de ce qu'ils vivaient ou de leurs propres expériences, et non à partir du discours politique qu'on leur tenait, et que c'était seulement en procédant ainsi qu'on pourrait gagner leur confiance ou les faire participer à notre combat politique. Quand les travailleurs affirment que personne ne les écoute, ils ont raison, ils ne parlent pas uniquement de Macron ou du gouvernement.

Pour savoir dans quelle condition ils vivent, comment ils la vivent, eux seuls peuvent nous le dire. On dispose bien d'un certains nombre d'éléments qui nous permettent de la savoir, mais on ignore ce qu'ils pensent et pourquoi ils ne pensent pas autrement, qu'est-ce qui les a amenés à penser ainsi, et quand bien même on le devinerait ou on en aurait une petite idée, cela ne nous servirait pas à grand chose, puisque c'est à eux de le dire, d'en prendre conscience, et c'est seulement à partir de là qu'on peut les aider à progresser, sinon tous nos beaux discours peuvent être les justes du monde, ils ne serviront strictement à rien. Les travailleurs accordent volontiers leur confiance à un énarque, à quelqu'un qui incarne le pouvoir, à tort évidemment, mais nous, petits militants de base, nous sommes que dal, nous ne représentons rien à leurs yeux, tout au plus nous leur ressemblons et nous n'avons rien à leur apporter, c'est ainsi qu'ils nous perçoivent, sauf qu'on a tendance à l'ignorer. Bref, nous fûmes de bien piètres dialecticiens en vérité ! Une grande partie des critiques que vous avez pu lire dans mes causeries s'adressaient également à moi.

Les vases communicants. Plus les hyper riches deviennent ultra riches, plus il y a de pauvres dans le monde, normal, non ?

N'est-ce pas normal dès lors que l'on considère que l'existence de riches et de pauvres serait normal, n'est-ce qu'on a enseigné à l'école, à l'université, à l'église, à la télévision, on finit par s'accommoder de tout, même des pires injustices ou crimes, sauf évidemment quand on en commence à en être aussi les victimes.

Là on commence enfin à se poser des questions, dans les pires conditions parce qu'on est accaparé par celles que l'on a à résoudre quotidiennement pour survivre. Certes on en vient à se poser des questions quand il est trop tard pour les autres, car en attendant votre condition ou bien pire encore était déjà le lot de milliards d'autres travailleurs et leurs familles. On le savait, mais on s'en foutait parce qu'on n'était pas directement concerné ou c'était ce qu'on croyait en se disant qu'on en était pas responsable, attitude renforcée par les ouvriéristes qui affirmaient que finalement vous n'étiez responsables de rien. Et quand votre voisin qui dispose encore de réserve en vient à tenir le même discours que celui que vous teniez hier encore, vous le blâmez, vous l'insultez, vous trouvez son indifférence détestable. Vous tombez dans le même travers au lieu d'essayer de comprendre pourquoi il pense ainsi, lui aussi il a été conditionné, donc il ne mérite pas plus que vous qu'on le juge.

Cela devrait vous faire réfléchir, demandez-vous si par hasard tout au long de ces années ou de votre vie pour certains, vous ne seriez pas passés à côté de l'essentiel, peut-être que si vous vous étiez mobilisés et organisés, si vous aviez pris votre sort en mains, vous auriez pu agir sur l'orientation de la société ou empêcher d'en arriver à cette situation quasi insupportable. Car il n'existe pas de fatalité, c'est la pire explication qui soit ou qui n'en est pas une pour justifier le traitement que le capitalisme vous inflige ainsi qu'aux milliards de travailleurs qui partagent votre sort d'exploité et d'opprimé.

Ne cherchez pas ailleurs, seule l'existence du capitalisme est responsable de votre condition épouvantable, c'est la raison pour laquelle vous devez engager le combat politique pour l'éradiquer de la surface de la terre.

La voie à suivre.

Plus de 50 Assemblées de Gilets Jaunes ont déjà répondu à l'appel de l'Assemblée des Assemblées de Commercy des 26 et 27 janvier! Cette coordination peut être un premier pas dans la structuration démocratique du mouvement à l'échelle nationale. (Tendance Claire du NPA)

Acte X (suite)

- Comptage des manifestants par le "Nombre jaune": 147.500 gilets jaunes pour l'acte 10 - tendanceclaire.org 21.01

Un comptage précieux et minutieux, qui arrive à un total de 147.365 manifestants au minimum (contre 84.000 selon Castaner). <https://www.facebook.com/lenombrejaune> ou le blog de la tendance Claire du NPA.

Personnellement, ayant observé que le ministère de l'Intérieur avait tendance à diviser par deux, voir parfois par trois le nombre de manifestants, j'avais retenu le chiffre de 160.000 pour l'acte 10, j'avais systématiquement multiplié par deux le nombre de travailleurs mobilisés dans toute la France.

Le "grand débat national" ou quand les maquereaux font la retape pour sauver la marionnette de l'oligarchie et son programme destructeur de tous nos acquis sociaux.

Faites tomber les masques. Le "grand débat national" : Du mépris à l'insanité du populisme ou quand une farce puérile verse dans la pire crasse médiocrité.

- Marlène Schiappa va animer avec Cyril Hanouna une émission sur le grand débat national et se défend sur Twitter - Franceinfo 21 janvier 2019

Libération - Entre thérapie de groupe citoyenne, assemblées locales et séances de remobilisation de la majorité : le grand débat se décline depuis une semaine sur tout le territoire. Libération 21 janvier 2019

LVOG - La "thérapie", c'est pour ceux qui se mobilisent contre la politique de Macron, parce qu'ils sont malades, et ce sont les "référents" de LREM ou de LR qui vont les soigner !

Une caricature grotesque de démocratie, l'entre-soi en macronnie.

Libération - A La Colle-Sur-Loup (Alpes-Maritimes), une commune de 7 000 habitants située à une vingtaine de kilomètres de Nice, l'invitation n'a été diffusée que sur les pages Facebook et le site de LREM, les gilets jaunes n'ayant pas été spécifiquement conviés. Chantal Maimon est bien référente de LREM. Au plus fort de la matinée, seize personnes s'assièrent face à Chantal. Certaines sont encartées LREM, toutes ont voté Macron et soutiennent encore ce président si peu populaire. Libération 21 janvier 2019

A Arras, c'est le maire centriste, Frédéric Leturque, qui est le référent : "c'est une affaire de citoyens, avec tout le monde sur un pied d'égalité". Egalité entre 26 et 3,8 milliards ?

A Palaiseau c'est le maire LR, Grégoire de Lasteyrie, dans assure le rôle de tartuffe. A la fin des deux heures d'échanges, un militant macroniste engagé n'est pas tout à fait rassuré : «Je regarde la salle, je connais les trois quarts des gens.» Pour les trois prochains débats d'ici mi-mars, il invite chacun à revenir «accompagné de personnes qu'on n'entend jamais». Pour lui, le chef de l'Etat a pris un «gros risque» avec ce grand débat. Il «craint le pire» si cet exercice ne devait pas avoir de débouchés concrets.

A Morestel (Isère), 4 500 habitants, la députée LREM du cru, Cendra Motin, a invité ses concitoyens à un pique-nique-débat, d'où la présence d'une centaine de personnes (pour le pique-nique! - LVOG), dont seize gilets jaunes et sept gendarmes, tous les gilets jaunes quitteront la pièce assez vite, sauf une. Moyenne d'âge : la cinquantaine. (Source : Libération 21 janvier 2019)

L'extrême-centre et l'extrême droite "tête d'affiche" de Davos avec ou sans Trump et Macron.

- Davos : Jair Bolsonaro en tête d'affiche - euronews 21 janvier 2019

- Espagne : le parfum persan de Vox - Libération 21 janvier 2019

Selon de nouvelles révélations d'El País, c'est grâce à de généreux donateurs que la formation d'extrême droite Vox est née en 2013. Des mécènes non pas espagnols, mais iraniens. Le journal, qui assure avoir eu accès à un listing de ces donations, écrit qu'au moins 1 million d'euros a été versé par des membres de l'opposition iranienne en exil. Les fonds recueillis auraient permis de louer le siège de Vox à Madrid, de salarier son secrétaire général et de financer la campagne des européennes de 2014.

El País ne dévoile ni le nombre ni l'identité des contributeurs, mais affirme qu'ils sont liés au Conseil national de la résistance en Iran (CNRI), un des groupes d'opposition au régime de Téhéran, basé à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise). Quel rapport entre le CNRI et la frange la plus radicale de la droite espagnole qui a fait irruption en décembre dans le paysage politique en faisant élire 12 de ses membres au parlement d'Andalousie ? La réponse tient en un seul nom : Alejo Vidal-Quadras, ex-vice-président du Parlement européen.

Chef de file du Partido Popular (droite catholique) en Catalogne, ce féroce détracteur de l'indépendance de sa région est élu eurodéputé en 1999 puis devient une figure de la droite à Strasbourg. Il noue alors des liens avec le CNRI, qui rassemble plusieurs tendances de l'opposition au régime des mollahs. Dont un secteur marxiste et armé, les Moujahiddines du Peuple.

A Strasbourg, le CNRI a déployé une intense activité de lobbying pour obtenir le retrait des Moudjahiddines de la liste noire des organisations terroristes. Qu'il obtient en 2009. Croyant tenir en Vidal-Quadras un appui fidèle, ou peut-être pour lui renvoyer l'ascenseur, les hommes d'affaires de la diaspora persane lui auraient donné un coup de pouce financier pour lui permettre de retrouver un fauteuil au Parlement européen. Il avait en effet quitté le PP et devait faire campagne avec le nouveau-né Vox. Le scénario n'a pas abouti : 1,56 % des voix. La diaspora iranienne a alors arrêté les frais. Libération 21 janvier 2019

- Vox (Andalousie) est financé par les Moujahiddines du Peuple - Réseau Voltaire 19 janvier 2019

Selon une enquête d'El País, la campagne électorale du parti andalou, Vox, aux élections européennes de 2014 a été financée par les Moujahiddines du Peuple (MEK) à hauteur de 800 000 euros [1].

Le quotidien socialiste a établi la filière utilisée pour le transfert d'argent, mais n'est pas parvenu à éclairer sa signification.

Les Moujahiddines du Peuple étaient une organisation marxiste iranienne à la fin de la dictature du Shah Reza Pahlevi. Ils ont progressivement dérivés en une secte travaillant pour le compte d'Israël et des États-Unis contre le régime anti-impérialiste des révolutionnaires islamiques.

Le fondateur de la secte, Massoud Rajavi, s'enfuit en France après avoir organisé le carnage du gouvernement islamique, le 28 juin 1981. Il obtient la protection du président François Mitterrand (qui bombardait secrètement l'Iran) avant d'être expulsé par le Premier ministre Jacques Chirac. La secte se replie en Iraq (en pleine guerre lancée par le président Saddam Hussein contre l'Iran). Elle devient l'exécutrice des basses œuvres de l'administration Hussein, acceptant de faire ce que la Garde présidentielle refuse. Lorsque les États-Unis renversent le président Saddam Hussein, la CIA hésite à la recycler. Elle se spécialise dans des attentats contre des civils en Iran et participe à la campagne d'assassinat des scientifiques iraniens.

Finalement, en 2013, l'Albanie accepte de créer une ville pour 3 à 4 000 d'entre eux, près de Tirana. Ils y mènent aujourd'hui des actions de cyber-attaque contre les intérêts iraniens. Selon la presse locale, la police albanaise n'a pas accès à ce camp où les membres de la secte vivent en situation d'esclavage.

L'investissement des Moujahiddines du Peuple pour soutenir Vox doit probablement être compris dans le contexte de l'investissement d'Israël dans les partis politiques qualifiés d'extrême-droite en Europe. Il s'agissait d'orienter leur vindicte non plus contre les juifs, mais contre les musulmans.

Alejo Vidal-Quadras (à gauche de la photo), qui créa Vox en 2013, s'était rendu en 2009, en tant que parlementaire européen, au camp Ashraf (Iraq) des Moujahhidines du Peuple, sous la présidence de Maryam Radjavi (à droite de la photo). Il a participé à au moins dix des rassemblements annuels de la secte à Villepinte (France). Il s'y est trouvé une fois aux côtés de l'ex-Premier ministre socialiste José Luis Rodríguez Zapatero. Plus récemment, il y a côtoyé Ruddy Giuliani et John Bolton.

Selon El País, le transfert d'argent a été organisé par Alejo Vidal-Quadras, alors président de Vox, qui démissionna après son échec aux élections européennes de 2014. Il en avait informé son successeur, Santiago Abascal. Il n'est pas établi que ce financement ait perduré au-delà. Réseau Voltaire 19 janvier 2019

Note.

[1] « El exilio iraní financió el 80% de la campaña de Vox de 2014 », Joaquín Gil y José María Irujo, El País, 13 de enero de 2019. (https://elpais.com/politica/2019/01/11/actualidad/1547224673_461197.html)

LVOG - Cela ne vous étonnera pas, si je vous dis que parmi nous certains continuent de considérer les Moujahhidines du Peuple comme une organisation marxiste iranienne... Tous les partis de droite en France dont le PS n'ont cessé de les soutenir, mais là c'était normal en tant qu'alliés de l'Etat sioniste et de l'impérialisme américain.

Splendeur et décadence d'un régime. A Versailles, le roitelet va donner "des gages" aux oligarques.

LOVG - Etait-ce vraiment nécessaire ? Pas en ce qui concerne la loyauté de Macron évidemment, mais peut-être s'inquiètent-ils de la tournure de la situation sociale et politique en France, va-t-il réussir à en conserver le contrôle ou va-t-il être obligé d'abdiquer?

- A Versailles, Macron veut rassurer les grands patrons du monde - Le HuffPost 21 janvier 2019

Son entourage ne voit vraiment pas où est le problème. Qu'Emmanuel Macron accueille au château de Versailles -pour le sommet Choose France- 150 patrons des plus grandes entreprises mondiales (Microsoft, Uber, Coca, HSBC, Heineken, BMW, Nokia, Samsung...) au surlendemain de l'acte X des gilets jaunes et alors que le grand débat national vient de débiter ne provoque aucune inquiétude dans ses équipes sur le décalage que cela pourrait créer dans l'opinion publique.

Malgré le mouvement des gilets jaunes, il n'a jamais été envisagé de reporter cette deuxième édition du sommet à laquelle 25 ministres (dont le premier d'entre eux, Édouard Philippe) participeront. Il n'a même pas été question de changer le lieu, même si le symbole peut faire débat. *"L'an passé, nous avons fait le choix de Versailles pour attirer les personnalités dans un lieu emblématique du patrimoine français dont on sait qu'il donne envie. Comme nous sommes à la recherche d'une certaine récurrence, il nous paraissait logique de recommencer ici. Peut-être changerons-nous dans le futur"*, indique prudemment un conseiller du chef de l'Etat.

Macron va donner "des gages" aux entreprises

Emmanuel Macron se rassure par des études économiques. L'une réalisée tout début 2019 par Kantar pour Business France auprès *"de 600 leaders d'opinion"* tend à prouver que le mouvement des gilets jaunes n'a pas d'impact décisif, six cadres dirigeants étrangers sur dix considérant toujours que l'attractivité de la France s'est améliorée depuis 18 mois.

"L'image et l'attractivité d'un pays sont des notions complexes qui ne s'apprécient ou ne se déprécient pas au gré d'événements circonscrits", tente-t-on de se rassurer dans l'entourage présidentiel. Contrairement à l'image du chef de l'Etat qui, elle, s'est considérablement dégradée depuis un an. Le HuffPost 21 janvier 2019

Avec leurs condoléances, c'est le minimum. Il semblerait que le régent soit sur le point de succomber précocement !

- Décès du comte de Paris, prétendant au trône de France - Reuters 21.01

Le comte de Paris, Henri d'Orléans, prétendant au trône de France, est mort lundi à l'âge de 85 ans, a annoncé son fils aîné, Jean de France. Reuters 21.01

- Monarchie : le prétendant est mort, vive le prétendant ! - Liberation.fr 21.01

La réaction En Marche doit être brisée !

- «Foulards rouges», «gilets bleus» : en marche pour l'ordre - Liberation.fr 21.01

Si peu d'élus de la majorité semblent vouloir y participer, la mobilisation de dimanche, qui réclame la fin des troubles publics, a initialement été organisée en soutien au Président. Trois groupes Facebook mènent la danse. Liberation.fr 21.01

Lutter exclusivement contre les inégalités et la pauvreté ou également pour en finir avec le capitalisme ?

- En 2018, 26 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité - Libération 20 janvier 2019

- Bruno Le Maire souligne "*un refus croissant des inégalités*" - AFP 21.01

Le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire a souligné lundi "*un refus croissant des inégalités lié au capitalisme*", souhaitant que la crise actuelle soit l'occasion d'"apporter des réponses nouvelles". AFP 21.01

Si les inégalités croissantes sont liées à la survie du capitalisme, il faut l'abolir et non s'en accommoder. La monstrueuse concentration des richesses entre les mains de 26 oligarques démontre suffisamment l'échec ou l'impossibilité de toutes les politiques qui s'étaient données pour objectif de réformer le capitalisme ou tenter de lui donner un visage plus humain. En revanche, cela vérifie ou confirme l'analyse de l'évolution du capitalisme par le marxisme ainsi que ses conclusions.

LVOG - Mes critiques s'adressent principalement au POID et aux militants qui traitent avec mépris les travailleurs qui se mobilisent depuis le 17 novembre 2018 revêtus d'un gilet jaune ou manifestants à leur côté. Je brocarde aussi ces saloperies d'ONG qui tiennent un discours politique destiné à détourner les travailleurs et les militants de la lutte contre le capitalisme, dont la survie est la cause de toutes les difficultés et souffrances que subit la classe ouvrière.

Quel gauchiste ce Tardieu, quel con ! Votre lutte qui se borne à combattre contre les inégalités et la pauvreté, en voici le résultat, ça va vous êtes satisfait, êtes-vous concernés au moins, non mais on en arrive à se le demander en présence d'une telle mauvaise foi, le refus de reconnaître que vous n'avez adopté que des théories foireuses émis par des dirigeants faillis, incapables ou corrompus, est insupportable au regard de la situation à laquelle nous sommes arrivés.

Quand Mélenchon, que je ne ménage jamais, a fait campagne sur le thème on les dégage tous, je me suis dit que cela devait être en écho à ce qu'il avait entendu un peu partout en France, je ne pas été con au point de lui reprocher ce mot d'ordre, je me suis borné à mettre en doute sa volonté de le réaliser, ce qui n'est pas pareil. Et j'ai eu raison, je vais finir par en être gêné !

Il y a des travailleurs qui se contenteraient bien d'une simple amélioration de leur condition, parce que finalement la leur est loin d'être la pire qui soit, et il y en existe d'autres qui sont à bout, qui n'en peuvent plus, que rien ne pourrait apaiser tellement ils cumulent les difficultés ou ils estiment leurs aspirations bafouées, à juste titre.

En principe, un parti ouvrier, un militant ouvrier devrait s'inspirer du discours du second au lieu de s'aligner sur celui du premier qui se contenterait bien de quelques miettes en se foutant bien du sort des autres travailleurs moins bien loti que lui, qui de préférence ne se mobilisera pas, mais attendra que d'autres se mobilisent à sa place pour profiter par la suite des concessions qu'ils auraient pu obtenir.

Ils sont tellement embourbés dans la collaboration de classes qu'ils passent à côté de l'essentiel ou pire encore.

Que fait Macron, ce qu'on n'a pas été foutu de faire, profiter de cette occasion pour appeler dans tout le pays les travailleurs et jeunes à se mobiliser, à s'organiser en Assemblée populaire souveraine, à poser la question du pouvoir et de l'Etat, qui produit les richesses, qui fait fonctionner les services publics, qui doit gouverner : Rothschild, Bouygue, Arnault, Pinault, Pigasse, Drahi, Dassaut, Lagardère, Niel, etc. ou les 35 à 40 millions de travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes ?

La société détestable dans laquelle nous vivons désormais, c'est celle qu'ont produite les Rothschild, Bouygue, Arnault, Pinault, Pigasse, Drahi, Dassaut, Lagardère, Bettencourt, etc. le CAC40 dont les représentants n'ont pas cessé de se succéder au pouvoir pendant des décennies et des décennies. Peut-on faire pire, n'est-on pas capable de faire mieux, si on le pensait, c'est qu'on aurait (avec Macron, Philippe, Castaner, etc.) les dirigeants qu'on mérite pour sûr, mais pas un travailleur ne le pense. Tous depuis 1958 ont tenu le même discours dans le cadre des institutions de la Ve République, tous ont oeuvré pour l'intérêt général en démocratie, alors qu'ils n'ont fait que servir les besoins du capitalisme, donc en piétinant la démocratie.

Nous avons vécu en permanence sous une dictature, qui parce qu'elle était masquée pour présenter les apparences d'une démocratie, ne devait pas être dénoncée comme telle, gravissime erreur, c'était paraît-il pour ne pas effrayer le petit-bourgeois qui sommeillait chez chaque travailleurs, foutaise, baratin de capitulards qui craignaient par dessus tout d'affronter le régime, ceux qui aujourd'hui conspuent les travailleurs qui se mobilisent hors du cadre du mouvement ouvrier parce qu'il est devenu trop pourri ou tout simplement parce qu'il les a abandonnés à leur triste sort. Il y a ceux qui ont balancé la dictature du prolétariat préférant celle du capitalisme ou de l'oligarchie, puis à la première occasion, il y a eu ceux qui ont balancé le type de parti qui avait permis de porter le prolétariat russe au pouvoir en 1917, pendant des décennies à les entendre nous vivions l'époque merveilleuse de "l'imminence de la révolution" qui n'est jamais venue, et quand elle frappe à la porte, ils répondent aux abonnés absents, franchement comment voulez-vous qu'on s'en sorte avec de tels dirigeants, il faut arrêter de déconner, franchement, un peu de sérieux.

De Pompidou ancien directeur général de la Banque Rothschild à Macron banquier d'affaires de la Banque Rothschild, on a l'impression qu'hormis l'UE et l'euro il ne s'est rien passé de spécial en France, rien ne se dessinait à l'horizon, de quoi justifier la routine quoi, le train-train de la lutte des classes et de la crise du capitalisme.

Le crise du capitalisme, qui prit une tournure plus aiguë à la fin des années 60, servit de prétexte pour accentuer celle à laquelle était au prise la bureaucratie du Kremlin, qui combinée quelque temps plus tard à l'aventure afghane, ne s'en remettra pas et précipitera sa chute. Au même moment l'accession de Mitterrand au pouvoir ainsi qu'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale allait se traduire par la poursuite de la politique appliquée par Giscard d'Estaing que la cohabitation en 1986 devait confirmer, de telle sorte que la distinction entre la droite et la gauche allait finir par s'estomper préparant ainsi le terrain à l'émergence du centrisme ou de l'extrême-centre qu'incarnerait plus tard Macron. Sarkozy et Hollande ne servirent qu'à préparer cette transition qui ne pouvait pas se réaliser du jour au lendemain, de la même manière que la dérégulation de la finance et le recours à des instruments financiers de types mafieux, le noyautage ou la prise de contrôle des institutions financières et des gouvernements en Europe par l'oligarchie réclamaient un certain délai et des conditions favorables.

On notera au passage qu'avec Pompidou, Giscard d'Estaing (marié à la fille d'un comte romain, donc comtesse, leurs trois filles sont également devenues comtesses par mariage) puis Macron, on retrouve les deux branches financière et monarchique de l'extrême-centre qui sont représentés au sein du groupe Bilderberg depuis 1952. Giscard d'Estaing présentera aussi la particularité d'avoir été inspecteur, puis ministre des Finances avant de devenir président de la République en 1974, et d'avoir toujours été un fervent partisan de l'Union européenne, et corédacteur du projet de Traité de Constitution européenne, c'est d'ailleurs davantage ici qu'il exercera ses talents de centriste, puisque les conditions n'étaient pas encore mûres en 1974 pour que le centrisme exerce son pouvoir, il faudra attendre 43 ans avant que les oligarques réalisent enfin leur rêve... qui est en train de tourner au cauchemar, y compris pour eux !

Ils n'ont semble-t-il pas réalisé ou ils ont sous-estimé la résistance de pans entiers du capitalisme au néolibéralisme et à la gouvernance mondiale qui tend à les broyer, au-delà de celle de la classe ouvrière et des classes moyennes, pans du capitalisme dont la production est destinée au marché local ou national plutôt qu'à l'exportation, et qui subit de plein fouet la paupérisation de la classe ouvrière et des classes moyennes, ainsi que la concurrence des pays pratiquant le dumping social, de sorte qu'ils se retrouvent littéralement étranglés de toutes parts ou en situation de survie.

Cette résistance s'exprime sur le plan politique. J'ai lu quelque part que plus de 70% des patrons, commerçants et artisans étaient favorables au mouvement des gilets jaunes, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'ils comptent dessus pour les envoyer au front à leur place afin de monnayer des concessions auprès de Macron en échange de leur soutien à sa politique si elle se cantonnait à attaquer la classe ouvrière. Ce qu'ils semblent ne pas avoir compris, c'est que cette politique était dictée par les besoins de la finance internationale, et qu'elle n'avait absolument rien à voir avec des considérations d'ordre national ou avec l'intérêt général qui se réduisait à celui de l'oligarchie. Dès lors ils sont condamnés à faire cause commune avec la classe ouvrière et les classes moyennes jusqu'à la chute de Macron, ce qui est guère probable et déboucherait sur une situation incertaine ou encore plus instable, qui pourrait être favorable à l'établissement d'un régime d'extrême droite ou au contraire social et révolutionnaire, soit ils doivent se résigner à disparaître pour certains d'entre eux ou à devenir de simples commis des banquiers ou encore des sous-traitants des multinationales.

Si on doit dénoncer et combattre chacune de leurs attaques contre les services publics ou les acquis sociaux des travailleurs, chaque fois que cela est possible, il vaut mieux s'en faire des alliés en leur expliquant qu'avec ce régime leur sort est scellé d'avance et qu'ils n'ont rien de bon à en attendre dans le futur, contrairement à un gouvernement ouvrier qui annulerait leurs dettes, leur permettrait d'emprunter à des taux très bas ou pratiquement sans intérêts, qui manifesterait la ferme résolution de pérenniser leurs activités dès lors qu'elles correspondraient aux besoins de la population, et qu'ils s'engageraient à respecter la nouvelle législation du travail adoptée par le gouvernement ou à ne pas combattre sa politique.

Quel gauchiste ce Tardieu, quel con ! Vraiment ?

C'est marrant, il y a même des organisations qui ont fait de la dette leur fond de commerce, le CADTM par exemple, nombreux sont ceux aux discours qui se veulent radicaux qui évoquent la dette de l'Etat qu'ils estiment en tout ou partie illégale, mais jamais aucun ne pense à annuler celle des travailleurs, non mais sans blague, cela doit être un regrettable oubli ! Cela devrait être un de nos principaux mots d'ordre. De la même manière, ils veulent bien soulager la condition des travailleurs, mais tout de même pas au point de mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du capitalisme, leur générosité ne va pas jusque là ! Entre nous, autrement dit, ils n'ont rien compris ! Cela me fait marrer, cela doit être nerveux, car c'est pitoyable en réalité.

Le nombre de milliardaires a doublé depuis 2008 paraît-il.

Vous souvenez-vous de ce que j'ai écrit sur la "crise" de 2008 ? Non, bravo ! J'avais affirmé en m'appuyant sur un certains nombres de faits qu'elle avait été planifiée et déclenchée par l'oligarchie uniquement en vue d'accroître sa fortune et sa puissance. Exactement comme en 1929, à ceci près que cette fois les banquiers de la Fed n'allaient laisser s'effondrer le capitalisme afin de créer les conditions favorables à une nouvelle guerre mondiale, non, ils allaient en profiter pour fabriquer des dizaines de milliers de milliards de dollars qu'ils allaient se distribuer, le bilan 10 ans plus tard le confirme. La question qui tue les naïfs ou ceux qui croient aveuglément leurs dirigeants. Bien sûr que la crise (des subprimes) était bien réelle 2008, même avant et après, s'ils avaient le pouvoir de fabriquer cette gigantesque somme d'argent, pourquoi ne s'en ont-ils pas servi pour fabriquer la toute petite quantité d'argent qui aurait permis de couvrir les positions de Lehman Brothers, qu'est-ce que c'était quelques centaines de milliards de dollars à côté des 25 à 30.000 milliards de dollars qu'ils allaient fabriquer par la suite, même pas 1% ? Parce qu'ils n'y tenaient pas, ils avaient un autre objectif en tête. Eux au moins ils sont capables de faire preuve d'audace et de détermination, ils ont de la suite dans les idées, ils ne sont pas comme nous !

Sérieusement, citez-moi un parti, une formation politique, un dirigeant du mouvement ouvrier qui aurait fourni cette explication, personnellement je n'en connais aucun.

Et je m'étais livré à la même démonstration à propos du 11/9, mais là je n'avais fait que reprendre les arguments et les analyses fournis par des personnes extérieures au mouvement ouvrier, donc je n'ai eu aucun mérite, hormis celui de ne pas avoir imité nos dirigeants qui croient toujours la version de G. W. Bush, tout comme celles qu'on leur a servies en une multitude d'occasions.

L'article de Libération.

Le rapport, intitulé «Services publics ou fortunes privées» et dont Libération a eu la primeur, regorge de chiffres, tous plus frappants les uns que les autres. Chacun rappelle que les inégalités s'exercent à toutes les échelles. Entre Etats d'abord. Les pays de l'OCDE affichent un revenu par habitant 52 fois plus élevé que celui des pays à revenu faible. Entre individus ensuite, en recoupant souvent d'autres inégalités. Aux Etats-Unis, un homme blanc possède ainsi en moyenne un patrimoine 100 fois plus important qu'une femme hispanique. Certains déséquilibres sont si marqués qu'aucune échelle ne semble plus pouvoir les mesurer. Ainsi 1 % seulement de la fortune de Jeff Bezos, patron d'Amazon et homme le plus riche du monde, avoisine le budget de la santé de l'Ethiopie et de ses 105 millions d'habitants. Morts précoces

Aussi abstraites ou vertigineuses qu'elles puissent paraître, ces inégalités ne sont pas que des chiffres. Elles pèsent lourdement sur la vie de millions de personnes. Parfois même, elles tuent. Au Népal, un enfant issu d'une famille pauvre est 3 fois plus susceptible de mourir avant l'âge de 5 ans qu'un enfant d'une famille riche, faute de véritables services publics sanitaires. Un problème de pays en développement ? «Aux Etats-Unis, un enfant noir est 2 fois plus susceptible de mourir avant sa première année qu'un enfant blanc. Les enfants noirs aux Etats-Unis sont plus susceptibles de mourir avant leur premier anniversaire que les enfants en Libye», répond le rapport.

La concentration des richesses entre quelques mains, en hausse depuis 2009, a continué à augmenter l'an passé. Désormais, 26 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit 3,8 milliards de personnes. Ils étaient 43 en 2017. La fortune des milliardaires a augmenté de 900 milliards de dollars en 2018, l'équivalent de 2,5 milliards par jour. Un enrichissement qui s'est fait aux dépens des plus pauvres. La réduction de la pauvreté ralentit depuis 2013, et l'extrême pauvreté s'intensifie même en Afrique subsaharienne.

LVOG - Non, les inégalités ne sont pas "le résultat de choix politiques", c'est une nécessité qui remonte aux inégalités entre les classes qui constituent les fondements sur lesquels reposent les rapports sociaux de production du capitalisme ou l'existence du capitalisme. Ces inégalités sociales sont la raison d'être du capitalisme et déterminent la nature oppressive du régime qui en est issu.

Elles s'inscrivent dans le cadre du processus de l'exploitation de l'homme par l'homme qui débuta lorsque les forces productives, la division du travail et le commerce se développèrent, mettant fin à la propriété collective de la terre et à la répartition collective des richesses qui en étaient issues.

Le passage à la propriété privée des moyens de production allait se traduire par la division de la société en classes, et une répartition inégale des richesses produites entre propriétaires et esclaves, puis serfs et enfin salariés, au profit de ceux qui détenaient les moyens de production, les propriétaires d'esclaves, les seigneurs féodaux ou les nobles, les bourgeois ou les capitalistes. Ces différentes classes d'exploiteurs ont toujours constitué une infime minorité par rapport aux exploités. Ils accrurent leur richesse et leur pouvoir en se livrant au brigandage, à la guerre, en se servant de la machine de l'Etat pour asservir et réprimer les masses laborieuses soumises à des conditions d'exploitation implacables qui ne leur laissaient pas d'autre choix que vendre leur force de travail pour survivre ou périr.

Cette concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains des différentes classes exploiteuses était une question de survie liée au développement des forces productives et aux différents modes de production qui allaient se succéder en conséquence. Autrement dit, cette concentration des richesses et du pouvoir politique allait être le produit du développement des forces productives et non son origine, donc quand on nous dit que les inégalités sont "le résultat de choix politiques", l'ensemble du processus historique démontre que c'est faux. Dès lors on comprend pourquoi ils avancent cet argument : Uniquement pour épargner le capitalisme ou le système de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine des inégalités et dont nous devons nous débarrasser pour mettre un terme à ces inégalités.

Voyons maintenant de plus près comment cela fonctionne, sans entrer dans les détails.

En pratique, ces inégalités et les rapports sociaux de production sont liés entre eux par les lois de la logique, lois auxquelles est soumis le fonctionnement du capitalisme, de telle sorte que chacun des acteurs sociaux, exploités et exploités, ne peuvent se soustraire à ces lois sous peine de disloquer ce système économique.

Or, il se trouve que ces lois renferment des contradictions qui ne peuvent que se renforcer au fur et à mesure que se développent les forces productives, les besoins d'une population toujours plus nombreuse à l'échelle mondiale, la lutte de classe des exploités pour les satisfaire, jusqu'à atteindre un niveau de tension insupportable, un point de rupture qui menace l'existence même de ce système économique, ce qui se traduit par des crises, des guerres et des révolutions, ce qui explique pourquoi il arrive un moment où le mode de production en vigueur doit céder la place à un mode de production supérieur de manière à pouvoir libérer les forces productives du carcan qui les étouffait, et permettre de satisfaire les nouveaux besoins de la population qui sont apparus au cours de la période précédente, dans le cas contraire les forces productives se transformeraient en forces destructives et les masses laborieuses seraient vouées à une précarité généralisée et à une paupérisation croissante.

La concentration des richesses entre les mains d'une poignée d'oligarques à l'échelle mondiale est incompatible avec les besoins grandissant et pressant des 7,6 milliards d'habitants que compte notre planète de nos jours, que 26 d'entre eux possèdent l'équivalent des richesses de la moitié des habitants de la terre est une aberration totale, mais le plus incroyable encore, c'est qu'on ait permis que cette situation se réalise.

J'ai déjà expliqué dans de nombreuses causeries comment on avait pu en arriver là, quelles facteurs ou conditions ont favorisé le développement d'un tel monstrueux parasitisme et totalitarisme. Personne apparemment n'a voulu prendre en compte mes arguments, soit, le déni permanent est devenu le principal principe qui commande à la destinée du mouvement ouvrier, bref, c'est à désespérer qu'on s'en sorte un jour. Je ne vais pas me répéter une énième fois, j'en ai marre, je suis physiquement épuisé.

Vous préférez peut-être le discours d'Oxfam, une officine de l'oligarchie qui vante le modèle social danois. Oxfam financée par Bill Gates et d'autres oligarques, plus de détails notamment dans la causerie du 11 décembre 2018.

Oxfam, auxiliaire de Macron. Son objectif, faire en sorte que Macron soit "*crédible*".

- Tout en saluant un discours "*fort*" (de Macron - ndlr), l'ONG Oxfam a appelé le chef de l'Etat "*à joindre bien davantage le geste à la parole (...) s'il veut être réellement crédible*". AFP 26 septembre 2018

- Contrôle des chômeurs : la face cachée du modèle danois - francetvinfo.fr 14.12.017

Malene Gregaard Wilslys, ancienne cadre au chômage à franceinfo : "*Pour la première fois au Danemark, on voit un certain nombre de nouveaux pauvres qui fouillent dans les poubelles pour se nourrir*". (Solidarité oblige : les poubelles sont toujours plus pleines ! - LVOG)

- Car être chômeur au Danemark est un parcours du combattant. Il faut envoyer deux lettres de candidature par semaine, se rendre chaque mois à son agence pour l'emploi, être toujours disponible et éviter de partir en vacances. Il est en effet interdit de s'absenter sans autorisation préalable de son agence pour l'emploi. Pour l'exemple, quelques rares chômeurs ont été arrêtés à l'aéroport de Copenhague, au motif qu'ils partaient en vacances sans avoir prévenu.

- Selon Lise Bayer (directrice de l'équivalent d'une agence Pôle Emploi du centre de Copenhague - ndlr), les demandeurs d'emploi retrouvent un travail au bout de quelques mois, mais leur nouveau poste peut être loin de chez eux, ils n'ont pas le droit d'être difficiles.

- Les conseillers du "job center" vérifient que leurs recherches vont dans la bonne direction. Pas question de perdre son temps à trouver une offre qui correspond parfaitement à votre profil. "*Vous ne pouvez pas chercher un travail comme un astronaute, de loin*", détaille-t-elle, "*vous devez coller à la réalité du marché du travail et nous avons un système pour cela*".

- Au siège de LO, l'un des principaux syndicats de travailleurs, Mads Busk estime par exemple que les allocations chômage ne sont pas assez élevées. En principe, les chômeurs reçoivent 90% de leur salaire pendant deux ans maximum. Ces allocations ne sont pas dégressives. Mais dans la réalité est un peu différente. *"Les chômeurs reçoivent de moins en moins d'argent. En moyenne ils reçoivent 54% de leur précédent salaire, ce n'est pas assez"*, s'insurge-t-il. francetvinfo.fr 14.12.017

Les Echos - Ce " *marché* " (la flexisécurité - ndlr) passé entre partenaires sociaux, avec la bénédiction des gouvernements successifs, est entré dans les mœurs des 5,7 millions de Danois.

Au nom de la Banque du Danemark, Per Callesen rappelle qu' " il serait utile d'élargir encore le marché du travail " pour éviter une surchauffe, qui se traduirait par des salaires toujours plus élevés et une baisse de la compétitivité danoise. En outre, plus de salariés signifierait aussi plus de rentrées fiscales pour contribuer à l'Etat providence, à l'éducation gratuite, aux programmes de formation des chômeurs, etc.

Message reçu par les gouvernements successifs. Ils cherchent à puiser dans le réservoir d'adultes sans emploi ne figurant pas dans les statistiques du chômage (étudiants, personnes en congé maladie, en préretraite, recevant des pensions d'invalidité, etc.). Et ils reportent peu à peu l'âge du départ à la retraite. Ainsi le gouvernement actuel vient-il de proposer de le faire passer à 67 ans et demi d'ici à 2025, tout en rognant les possibilités de partir en préretraite. Pour être sûrs de ne pas manquer de main-d'oeuvre, bon nombre d'employeurs, eux, voudraient que le pays ouvre davantage ses portes aux travailleurs hautement qualifiés originaires de pays non membres de l'UE. lesechos.fr 16.11.2016

Libération - «Ces inégalités ne sont pas une fatalité mais le résultat de choix politiques», martèle Oxfam. Une fiscalité progressive, destinée à financer des services publics universels et gratuits serait tout à fait apte à réduire les écarts de richesses et leurs conséquences. «Dans les années 2000, les inégalités de revenus ont connu un recul phénoménal en Amérique latine, grâce à des Etats qui ont augmenté les impôts pour les plus riches, relevé les salaires minimum et investi dans la santé et l'éducation», rappelle le rapport. Aujourd'hui, «le Danemark est le pays qui fait le plus pour réduire les inégalités, avec des dépenses sociales, une fiscalité progressive, et un droit du travail protecteur», explique Cécile Dufлот, directrice d'Oxfam France (Danemark : 11,9 % de la population sous le seuil de pauvreté. En Finlande 11,6 %, en Norvège 12,2 % [inegalites.fr - 13 juin 2018] , quel modèle social !- LVOG). Des services publics universels et de qualité ne sont pour autant pas l'apanage des pays riches. Dès 2002, la Thaïlande a mis en place un système de santé universel. En profitant à tous, mais surtout aux plus pauvres à qui il ouvre l'accès aux soins, il réduit les inégalités. (D'où les coups d'Etat de 2006 et 2014... - LVOG)

«L'éducation publique est essentielle. C'est une première étape, elle permet l'émergence d'une société civile qui va ensuite réclamer d'autres droits, comme celui à la santé», poursuit Cécile Dufлот. Les dépenses destinées à l'éducation et à la santé publique sont les plus efficaces pour réduire les inégalités comme la pauvreté. «L'existence même d'écoles ou d'hôpitaux publics ne suffit pas, il faut aussi les rendre accessibles», souligne la directrice d'Oxfam France. Ainsi un raccordement au réseau d'eau courante va bénéficier à tous, mais plus particulièrement aux femmes, à qui incombent les corvées d'eau. Déchargées de ces heures de travail non rémunérées, les filles auront le temps d'aller à l'école, et leurs mères l'opportunité de se consacrer à d'autres tâches qui pourront leur fournir un revenu.

(Quelle "opportunité", elles seront doublement exploitées, quel bonheur ! Ici en Inde, beaucoup de femmes travaillent désormais, car il est devenu impossible de survivre avec un seul salaire. Et ces familles sont tellement pauvres qu'elles n'ont pas les moyens de s'acheter une machine à laver. Chaque matin, entre 5 et 6 heures je suis réveillé, à 50 mètres de chez moi, j'entends le bruit du linge frappé sur un parterre en ciment par des femmes. Ensuite elles vont cuisiner, laver et habiller leurs enfants, prendre leur douche, leur repas, balayer, s'habiller pour aller bosser à l'usine ou ailleurs, une partie d'entre elles se taperont une partie du trajet à pied, ensuite elles prendront le bus. Et elles rentreront chez elles sur les coups de 18 ou 18h30 après avoir fait quelques courses, et elles enchaîneront en préparant le repas, lavant leurs gosses, balayant à nouveau, épuisées elles iront se coucher vers 20 heures, à moins qu'il faille encore emmener un gosse chez le médecin, ce qui arrive très souvent, parfois elles viennent chez et je leur donne des médicaments. J'allais oublier la corvée d'eau, car toutes les maisons ne sont pas raccordées. L'eau n'est disponible que pendant 2 heures le matin et le soir, d'où les femmes qui viennent chercher de l'eau chez moi. Et les hommes, ils n'en foutent pas une ! Il paraît que c'est la coutume et qu'il faut la respecter, ce sont ces femmes qui le disent ! Cela dit les mentalités ont tendance à changer chez les jeunes, quand ils sont plus ou moins amoureux, cela leur passent vite il faut bien dire, et ensuite ils se rangent derrière les coutumes, c'est si pratique ! Cela fait 24 ans que je les observe, donc j'en connais un bout sur leur mode de vie et le reste.

Après cela comment voulez-vous que je refuse de leur rendre service ? Ce qu'ont besoin en priorité les travailleurs indiens et bien d'autres pays, c'est deux jours de repos par semaine et une hausse des salaires de 70 à 100%, le droit à la retraite, ce qui ne figure pas dans le rapport de cette saloperie d'ONG, normal. - LVOG)

Une fois posée la question de l'efficacité des services publics dans la réduction des inégalités, reste celle de leur financement. «Les taux maximum d'impôt sur le revenu, les successions et les sociétés ont diminué dans de nombreux pays riches, rappelle le rapport. Si la tendance était inversée, la plupart des Etats auraient des ressources suffisantes pour fournir des services publics universels.» Aux Etats-Unis par exemple, le taux maximum d'impôt sur le revenu des particuliers était de 70 % en 1980, alors qu'il n'est plus aujourd'hui que de 37 %. ISF et taxes sur la consommation

Ce sont les plus riches qui ont bénéficié de ces baisses généralisées. «Pour chaque dollar de recette fiscale, en moyenne seulement 4 [centimes] proviennent de la fiscalité sur la fortune», interpelle le rapport. «L'argument toujours opposé aux hausses de la fiscalité sur les plus riches est le risque d'augmentation de la fraude fiscale. Mais c'est un leurre, assure Cécile Duflot. Les recettes de l'ISF n'ont cessé d'augmenter depuis sa création. Les impôts élevés mènent certes à plus de fraude mais surtout à davantage de recettes. Les exilés fiscaux ne représentent que 0,2 % des assujettis à l'ISF», détaille la directrice d'Oxfam France.

Les impôts tels qu'ils sont répartis aujourd'hui n'épargnent pas seulement les riches. Ils pénalisent aussi les pauvres. «Depuis la crise de 2008, le poids de la fiscalité a été transféré des entreprises vers les ménages, l'augmentation nette des recettes fiscales est attribuable aux impôts sur les salaires et aux taxes sur la consommation comme la TVA», précise Oxfam. Ces taxes sur la consommation, identiques pour tous, aggravent les inégalités puisqu'elles pèsent plus lourdement sur le budget des moins riches. Si on combine les différents impôts, on en arrive dans certains pays, comme au Royaume-Uni, à des déséquilibres tels que les 10 % les plus pauvres paient proportionnellement plus que les 10 % les plus riches. Troisième fortune mondiale, le milliardaire américain Warren Buffet lui-même a souligné que son taux d'imposition reste moins élevé que celui de sa secrétaire. Libération 20 janvier 2019

En France, les oligarchies se gavent avec la complicité de l'Etat.

Libération 20 janvier 2019 -

En 2017, ils (les entreprises du CAC40 - ndlr) se sont acquittés d'un peu plus de 30 milliards d'euros de taxes sur les bénéfices dans le monde, soit 6,4 % de moins par rapport à 2010, alors que leurs profits ont augmenté dans le même temps de 9,3 % et les dividendes versés aux actionnaires de 44 %. Avec 57,4 milliards d'euros en 2017, ils ont l'an dernier battu leur précédent record datant de 2007, juste avant la crise financière.

Le fait que l'Etat soit présent au capital de certains de ces géants «n'a malheureusement pas d'effet sur leur comportement», dénonce l'association. Elle cite l'exemple du gazier Engie, dont l'Etat est actionnaire à 24 %, et qui, sur ses 2 300 filiales, en compte 327 basées dans des paradis fiscaux. Les effectifs, eux, ont suivi la pente inverse, chutant de près de 20 %. A l'image de Michelin, dont le chiffre d'affaires a progressé de 22 % pendant que l'emploi en France a été réduit d'autant.

Une attrition qui contraste avec les rémunérations octroyées aux dirigeants, en hausse de 32 % entre 2010 et 2017 alors que le salaire moyen n'a augmenté que de 22 %.

Selon plusieurs autres études récentes, les inégalités de revenus entre les ménages ont également plutôt tendance à se creuser en France, même si elles restent parmi les plus faibles des pays riches. Comme le souligne en substance James Browne, économiste de l'OCDE, la France est de tous les pays d'Europe celui qui parvient le plus à les contenir grâce à une redistribution après impôts. La part des revenus des 10 % les plus riches (qui représentent en moyenne 22 fois ceux des 10 % les plus pauvres) serait six fois supérieure en l'absence de ces transferts via les prélèvements obligatoires.

Selon Malka Guillot, de l'Ecole d'économie de Paris, si le système fiscal et social français a globalement permis de contrecarrer l'augmentation des inégalités en France depuis trente ans, l'abandon par Macron de l'impôt sur la fortune et la mise en place d'un impôt forfaitaire de 30 % sur les revenus du capital a fait des ultrariches les grands gagnants des dernières réformes fiscales. «Du fait de l'importance historique des

cotisations sociales et des impôts indirects dans notre système fiscal, les plus riches dont la part des revenus issus du patrimoine est plus forte sont structurellement avantagés, souligne-t-elle. Avec les mesures mises en place par le gouvernement, cette tendance s'est accentuée, avec un effet redistributif de l'impôt qui décroît lorsque l'on atteint le haut de la pyramide des revenus pour les 1 % et même les 0,1 % les mieux lotis.» Libération 20 janvier 2019

La liste des 26 oligarques milliardaires les plus riches qui concentrent autant de richesses que 3,8 milliards d'habitants.

Jeff Bezos, Bill Gates, Warren Buffett, Bernard Arnault, Mark Zuckerberg, Amancio Ortega, Carlos Slim, Helú Charles Koch ,David Koch, Larry Ellison, Michael Bloomberg, Larry Page, Sergey Brin, Jim Walton, S.Robson Walton, Alice Walton, Ma Huateng ,Françoise Bettencourt Meyers, Mukesh Ambani, Jack Ma, Sheldon Adelson, Steve Ballmer, Li Ka-shing, Hui Ka Yan, Lee Shau Kee, Wang Jianlin.

Pour en arriver-là, ils ont mis le monde à feu et à sang au quotidien. Un bref échantillon.

- La coalition menée par Ryad dit avoir "détruit" des sites de drones au Yémen - AFP
- Irlande du Nord: Deux arrestations après l'explosion d'une voiture - Reuters
- Nom de la Macédoine: incidents lors d'une manifestation à Athènes - AFP
- Egypte: un an de prison pour un présentateur TV pour avoir interviewé un gay - AFP
- Un raid israélien déjoué dans le sud de la Syrie - Reuters
- Un attentat fait trois morts à Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie - Reuters
- La Syrie en guerre secouée par deux attentats, dont un à Damas - AFP
- Sanaa visée par une série de raids aériens de la coalition saoudienne - Reuters
- Plus de 100 morts dans l'attaque d'une base en Afghanistan - Reuters
- Attaque contre l'ONU au Mali : 10 Casques bleus ont été tués - Liberation.fr
- Soudan: nouvelles manifestations, Béchir défend les forces de sécurité - AFP
- Colombie: marche contre le terrorisme après l'attentat de Bogota - AFP
- Dans le nord du Brésil, une vague de violences alimentée par le chaos carcéral - AFP
- Le bilan de l'explosion d'un oléoduc dans le centre du Mexique vendredi s'est alourdi à 89 morts - Liberation.fr

La pauvreté récurrente produit de l'"Europe sociale"...oligarchique!

- La pauvreté en Europe - inegalites.fr 13 juin 2018

17 % des Européens vivent sous le seuil de pauvreté de leur pays. Cette proportion varie du simple au double, de 12 % en Finlande à 25 % en Roumanie.

17,3 % des Européens, soit 87 millions de personnes, vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 selon Eurostat [1], si on prend en compte le seuil à 60 % du revenu médian de chaque pays (voir encadré ci-dessous). La Finlande (11,6 %), le Danemark (11,9 %), la Norvège (12,2 %) et les Pays-Bas (12,7 %) font partie des pays où le taux de pauvreté est le plus faible. Avec un taux à 13,6 %, le niveau de la pauvreté en France se situe également parmi les plus bas d'Europe. Il est même le plus faible des pays les plus peuplés.

À l'opposé, la Roumanie (25,3 %), l'Espagne (22,3 %) et la Grèce (21,2 %) ont les taux de pauvreté les plus élevés. L'Italie et le Portugal ne sont pas loin avec respectivement 20,6 % et 19,0 %. Ces pays sont fortement touchés par la crise économique et ont un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes. inegalites.fr 13 juin 2018

Le visage hideux du capitalisme.

- Des sacs Dior aux taudis : Hongkong, concentré d'inégalités - Libération 20 janvier 2019

Selon Oxfam, la ville fait partie des endroits du monde où les inégalités sont les plus «extrêmes». Alors que les plus riches se pavanent avec leurs chiens manucurés à bord de leurs Tesla, Kelly, 10 ans, ou la famille Wong, qui vit à quatre dans 27m², tentent de survivre tant bien que mal loin des gratte-ciel.

Kelly n'a ni père ni loisirs, et ne mange pas à sa faim. La fillette fluette aux manches trop courtes nourrit pourtant l'ambition de devenir une «femme riche». Et ça la fait rire, car elle sait qu'il lui faudra «étudier et travailler très très dur» pour accomplir son rêve. A 10 ans, elle vit sous le seuil de pauvreté à Hongkong, comme un enfant sur cinq dans cette ville où, selon Oxfam, les inégalités sont «parmi les plus extrêmes» au monde et se creusent depuis quinze ans. Ici, magasins de luxe et magnats milliardaires côtoient sans-abri et vieillards ramasseurs de carton. Inabordables

En 2016, le revenu médian moyen par ménage du plus haut décile (les 10 % les plus riches) était 44 fois plus important que celui du plus bas décile (les 10 % les plus pauvres). En 2006, c'était «seulement» 34 fois plus. A cette date, les plus pauvres devaient travailler pendant près de deux ans et dix mois pour gagner ce que les plus riches engrangeaient en un mois. Il faut désormais trois ans et huit mois.

La richesse est fortement concentrée : les particuliers disposant de plus de 20 millions d'euros possèdent à eux seuls 47 % des richesses. Et elle se montre. Sacs Dior, talons Louboutin et bracelets Love de Cartier font partie intégrante du décor. Les Tesla sont à tous les coins de rue, au point que leur fondateur, Elon Musk, a jusqu'à récemment considéré Hongkong comme «la ville-balise» pour ses produits car elle comptait par habitant le plus grand nombre de ces voitures électriques haut de gamme. Même les chiens mènent ici une vie en or, dorlotés et manucurés par des propriétaires qui n'hésitent pas à payer rubis sur l'ongle pour des toilettes au lait ou des soins à l'oxygénothérapie.

La pauvreté, grandissante, se fait très discrète. Elle touche 1,38 million de personnes, soit 20,1 % de la population hongkongaise. Dont Kelly. Abandonnée à la naissance par son père, la fillette survit dans le quartier saturé de Mongkok (en face de l'île de Hongkong) avec sa mère, Jojo, 40 ans, Chinoise du continent en situation irrégulière.

A Hongkong, le marché immobilier est parmi les plus inabordables au monde. Des places de parking s'arrachent pour 250 000 euros, des appartements sur l'emblématique pic de l'île Victoria pour 14 000 euros le mètre carré. Kelly et sa mère vivent, elles, dans un studio oppressant : 9 m² de boîtes et de sacs amoncelés autour d'un lit et d'une table. Elles disposent de 6 000 dollars hongkongais (660 euros) par mois, donnés par un oncle. Une fois décomptés les 4 200 HKD de loyer, 200 HKD d'électricité et 100 HKD de téléphone, il leur reste 1 500 HKD (soit 166 euros). Pas suffisamment pour trois repas par jour, ni pour l'uniforme de l'école, ni pour l'ordinateur, ni pour une consultation médicale. Il ne leur reste rien, sauf une vie de galère, à grappiller d'ONG en banques alimentaires quelques vêtements et aliments. Indigence

Le plus difficile pour Kelly ? Voir ses camarades acheter des goûters après l'école. Quand ses copines partent suivre des cours de soutien ou des activités extrascolaires à 25 euros la demi-heure, elle rejoint sa paroisse pour faire ses devoirs avec l'aide d'une sœur. Les notes de ses copines grimpent en anglais mais pas les siennes, faute de cours particuliers, explique la fillette discrète dans un anglais mal assuré.

Dans son jean trop grand et ses tongs Peppa Pig, Kelly réussit à se mouvoir dans la minuscule pièce encombrée, fouille sous une pile de feuilles et brandit fièrement des natures mortes au fusain, ses trophées des cours de dessin qu'il a fallu arrêter car trop onéreux, 45 euros par mois. «J'étais déçue, j'aimais beaucoup ça», souffle-t-elle dans une moue. Selon Sze Lai-shan, de l'ONG Hongkong Society for Community Organization, qui s'occupe de la petite fille, en étant privée de ces activités parascolaires bénéfiques pour son bien-être et l'acquisition d'autres compétences, Kelly est lourdement pénalisée et rejetée. Or cet isolement social dès le plus jeune âge est préjudiciable dans une société régie par les réseaux, où la compétition est reine et la réussite une obligation. «Il y a vingt ans, l'école permettait de s'élever dans l'échelle sociale, ce n'est plus le cas. Aujourd'hui les élèves doivent payer pour avoir plus de ressources et d'opportunités. Beaucoup se retrouvent en échec dès la ligne de départ parce que leur famille est pauvre», explique Sze Lai-shan.

Le travail ne permet pas non plus de sortir de l'indigence. Dans ce quartier de Sham Shui Po, une personne sur quatre est pauvre. Beaucoup sont des actifs qui, malgré un emploi voire deux, peinent à se maintenir à flots. Ils vivent entassés dans de vieux immeubles des années 60. Les appartements y sont subdivisés en micros studios ou des «lits-cercueils» où l'on ne tient qu'allongé, des espaces sans intimité, ni lumière, ni air ventilé. Certains de ces locataires espèrent décrocher un logement social, comme l'ont déjà fait 45,6 % des 7,4 millions de résidents de Hongkong. Dans l'attente du Graal, cinq ans et demi en moyenne, ils s'entassent à Sham Shui Po ou s'excentrent vers les zones rurales des Nouveaux Territoires, la partie continentale de Hongkong.

C'est le cas de la famille Wong, venue de Chine il y a moins de dix ans, rencontrée à Long Ping, à plus d'une heure de métro des gratte-ciel rutilants du centre des affaires. Le père, Wong Chi Keung, travaille dans le bâtiment quand sa santé défaillante le lui permet. Son épouse, Lau Ying Sheung, ne travaille pas, afin de s'occuper de leurs jumelles de 6 ans, scolarisées seulement la moitié de la journée. «On vit dans le stress», raconte-t-elle. Depuis quelques mois, ils sont installés dans un espace de 27 m² construit illégalement sur le toit d'un hôtel de passe. Mégots et préservatifs usagés jonchent les marches de l'immeuble.

Un matin, intriguées par l'odeur, les jumelles, Mei Yin et Shuk Yin, ont découvert un rat en décomposition sur le toit, à côté de leur poupée. Depuis, racontent-elles en secouant la tête, elles n'y laissent plus traîner aucun de leur jouet. Elles restent confinées à l'intérieur de leur logement pour dessiner ou étudier, «parce que ça demande trop d'énergie de descendre les sept étages et le square est trop loin», explique la mère, vite essoufflée par l'effort physique à cause de son diabète.

«Restrictions»

Malgré cet environnement, Lau Ying Sheung se satisfait de son logement, «un luxe comparé au conteneur perdu dans la campagne» que la famille louait pour 3 000 HKD (331 euros). Problème : le propriétaire compte les expulser d'ici quelques semaines. «Aides sociales comprises, nous ne touchons qu'environ 10 000 HKD par mois (1 106 euros). C'est impossible avec ça de payer des frais d'agence pour trouver un autre logement», raconte Lau Ying Sheung, très préoccupée.

Sentiment d'insécurité et angoisse sur l'avenir alimentent son quotidien, comme près de la moitié des foyers défavorisés, selon une étude menée en 2017 par la fondation Caritas. «Le gouvernement n'aide pas correctement les gens et met énormément de restrictions et de conditions pour l'obtention des aides sociales, regrette Kelvin Lee, de Caritas. Les salariés peu qualifiés doivent travailler plus de dix heures par jour, sans pour autant s'en sortir et encore moins économiser. Ils placent donc beaucoup d'espoir dans la réussite de leurs enfants, beaucoup trop.»

Hongkong, un cinquième de la population sous le seuil de pauvreté

«Hongkong est peut-être le seul pays au monde à avoir accentué ses inégalités après qu'il a rejoint un pays communiste.» La boutade de Thomas Piketty lancée lors d'une conférence à Hongkong à l'automne a été confirmée par les dernières statistiques officielles. La pauvreté ne diminue pas en dépit d'une croissance de 3,8 %.

En 2017, un cinquième de la population est passé sous le seuil de pauvreté (calculé à partir des revenus des ménages avant impôts et aides sociales), soit une hausse de 0,2 % et un record depuis 2010. Pourtant près de 79,8 milliards de dollars hongkongais (8,9 milliards d'euros) sont alloués à l'aide sociale, près de deux fois plus qu'en 2009 lorsque le gouvernement a commencé à publier des statistiques sur la pauvreté, ce qui en fait le deuxième poste de dépenses après l'éducation.

Les autorités imputent cette hausse au vieillissement de la population. Les plus de 65 ans représentent 16,6 % de la population totale, et un tiers des indigents. Plus inquiétant, le taux de pauvreté des enfants a grimpé de 0,3 point à 23,1 %, et s'accroît aussi la paupérisation des jeunes diplômés et étudiants qui travaillent pour rembourser leurs études.

On est considéré comme pauvre à Hongkong quand on gagne moins de 4 000 HKD par mois (445 euros) pour une personne seule, 19 900 HKD (2 200 euros) pour une famille de quatre.

Le logement est l'une des racines du problème. Il engloutit plus du tiers du budget des ménages défavorisés. Pour Paul Yip, professeur au département des sciences sociales de l'Université de Hongkong, sont aussi en cause la piètre protection du travail, un salaire minimum dérisoire, à 34,5 HKD de l'heure (3,9 euros), instauré en 2011 seulement, et des syndicats fantoches.

Selon lui, en externalisant ses emplois, le gouvernement a par ailleurs «mené la danse dans cette spirale négative» qui fait que la croissance économique n'aide plus les classes inférieures à participer aux succès

économiques. «Plutôt que de créer une dépendance aux allocations sociales, le gouvernement devrait pousser à l'augmentation des salaires.» Libération 20 janvier 2019

Autre monstruosité du capitalisme. En France.

LVOG - Inexplicable, sans cause réelle et sérieuse, une pure coïncidence, la fatalité.

- L'affaire des bébés sans bras relancée par trois nouveaux cas autour de l'étang de Berre - Liberation.fr 21.01

En 2016, dans un espace géographique restreint de 30 kilomètres autour de Vitrolles, trois bébés sont nés sans bras. La pollution, liée à la forte activité industrielle, est pointée comme une cause éventuelle de ces malformations. Liberation.fr 21.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Espagne. Podemos au bord de l'implosion. - LePoint.fr 20 janvier 2019

Le divorce est consommé entre les deux leaders du mouvement espagnol, Pablo Iglesias et Íñigo Errejón. En chute dans les sondages, Podemos risque de se diviser en deux blocs.

Podemos, cette formation qui, il y a tout juste cinq ans, avait bouleversé la politique espagnole, fête cet anniversaire dans la pire situation possible : au bord du gouffre. Longtemps contenue, la guerre entre ses deux leaders et frères ennemis est ouvertement déclarée. Ce qui affaiblit considérablement ce parti de la gauche radicale qui, né en 2014, est la troisième force parlementaire avec 5 millions de suffrages et 67 députés à la chambre basse du Parlement. L'étincelle : l'annonce par l'un des cofondateurs de Podemos, Íñigo Errejón, qu'il ne concourra pas sous les couleurs du parti aux régionales de Madrid en mai prochain, mais qu'il le fera sous la bannière du mouvement plus modéré, plus pragmatique, de la maire de Madrid, Manuela Carmena, Mas Madrid. La réaction du chef de file incontesté de Podemos, Pablo Iglesias, a été immédiate : « Cette décision qui a été prise sans me consulter me rend très triste. »

Ce coup de tonnerre consomme une scission, de l'avis général, irréversible. C'est tout à la fois un divorce politique, stratégique et personnel entre les deux personnalités les plus en vue de Podemos depuis son lancement : d'un côté, Pablo Iglesias, le secrétaire général, partisan d'une formation verticale, d'un pouvoir autoritaire, et de positions jusqu'au-boutistes face aux autres forces parlementaires, des socialistes à la droite la plus radicale ; de l'autre, Íñigo Errejón, plus modéré, moins dogmatique, et favorable à une gauche transversale en quête d'une alliance stratégique avec les socialistes. LePoint.fr 20 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Psychiatrie: une journée d'action contre le manque de moyens Liberation.fr 21 janvier 2019

Marcher... «pour un printemps de la psychiatrie». Le slogan est audacieux, tant la situation actuelle est hivernale. En tout cas, c'est sur ce thème que vont se rassembler mardi à 11 heures quelques centaines de personnes à l'appel de plusieurs collectifs, dont certains regroupant des patients, mais aussi à l'appel de l'Union syndicale de la psychiatrie (USP) ainsi que des syndicats SUD et CGT, place de la République à Paris.

Une manifestation qui s'inscrit dans le sillage de plusieurs mouvements de grève qui ont eu lieu, ces derniers mois, dans les hôpitaux psychiatriques d'Amiens, de Rouen mais aussi du Havre. Tous pointant un manque cruel de moyens et de personnel, se traduisant par des situations mettant en danger les patients (lire Libération du 9 janvier 2019). Ces grèves, menées non par des médecins mais par le personnel soignant, ont eu des résultats variables.

En finir avec l'isolement et la contention

Si un accord de «sortie de crise» prévoyant l'embauche d'infirmiers et d'aides-soignants a été signé, la semaine dernière, entre la direction de l'hôpital psychiatrique Philippe Pinel à Amiens et les syndicats, en revanche au Havre, les syndicats s'inquiètent du fait que les promesses d'embauche ne sont pas tenues financièrement, et que des patients se retrouvent de nouveau sur des brancards, dans des couloirs, parfois même attachés.

Aujourd'hui, ce sont plus d'une dizaine d'hôpitaux psychiatriques qui connaissent des mouvements suivis de mobilisations. «Plus de 25% des postes de psychiatres dans les hôpitaux ne sont pas pourvus, nous disait le Dr Pascal Boissel, président de l'USP. Les 50 millions d'euros promis par la ministre de la Santé risquent de n'être qu'une paille tant la situation est tendue et dramatique.» «Nous voulons en finir avec l'augmentation continue du recours à l'isolement et à la contention; la contrainte doit cesser d'être la norme», insiste de son côté le Collectif des 39, qui regroupe des patients et des professionnels de santé. Libération.fr 21 janvier 2019